



L'Irak a-t-il jamais pu exister ?

Jolyon Howorth

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/4 Hiver**, PAGES 15 À 27

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677578

DOI 10.3917/pe.174.0015

Date de mise en ligne : 13/12/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-4-page-15?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Irak a-t-il jamais pu exister ?

Par Jolyon Howorth

Jolyon Howorth est professeur de science politique à l'université de Yale, *Jean Monnet Professor ad hominem* et professeur émérite de politique européenne à l'université de Bath.

Né de la décomposition de l'empire ottoman gérée par les impérialismes occidentaux, l'Irak, espace composite, a vu se succéder les régimes sans créer les bases psychologiques et politiques d'un État-nation. Les événements des deux dernières décennies n'ont fait, avec une lourde responsabilité occidentale, que creuser le fossé entre les communautés et les affiliations. L'Irak a-t-il jamais vraiment existé pour ses populations, et les conflits régionaux le laisseront-ils survivre ?

politique étrangère

À Washington, le 12 décembre 2011, alors que l'administration américaine transférait symboliquement son pouvoir d'occupation au Premier ministre Nouri Al-Maliki, le président Obama saluait « le dirigeant élu d'un Irak souverain, autonome et démocratique ». Ces trois épithètes n'ont pourtant jamais pu être appliquées à l'entité politique que, depuis les années 1920, on appelle « Irak ». Qu'aurait-il fallu pour que cette expérimentation sans précédent de construction d'un État-nation tout neuf se solde par un aboutissement positif ?

La réponse succincte, ou cynique, serait : tout sauf la vraie histoire de l'Irak. Ce dernier est né en état de « péché mortel », sous label *made in England*. Son identité nationale, si elle fut jamais, s'est forgée surtout *contre* l'étranger : Anglais, Syriens, Iraniens, Américains... Le pays, dès sa prime jeunesse, s'est trouvé ballotté par toutes les tempêtes idéologiques du siècle : fascisme, nazisme, communisme, baasisme, anticolonialisme – dans un monde arabe farouchement volatil, en butte aux tourments extérieurs : chute des empires, Seconde Guerre mondiale, guerre froide, avatars de la révolution iranienne, enfin ambitions démesurées des néoconservateurs américains. L'Irak s'est de plus avéré incapable de résoudre les multiples contradictions qui sous-tendaient son apprentissage de la vie politique : entre monarchisme et républicanisme, nationalisme et pan-arabisme,

sunnisme et chiisme, laïcité et islam, modernisme et tribalisme, baasisme et démocratie. Le pays n'a donc pas pu faire émerger un système politique fonctionnel, structuré par des coalitions politiques représentatives, et bénéficiant de l'appui de ses citoyens.

Une naissance sous influence

L'Irak est né dans un état de « péché mortel », mais aussi d'aberration géographique. La combinaison forcée de trois provinces de l'ex-empire ottoman – Bagdad (arabe sunnite), Al-Basra (arabe chiite) et Mossoul (kurde sunnite) – qui, auparavant, ne s'étaient jamais senties unies par autre chose que leur soumission commune au pouvoir turc, n'avait guère de sens, et le nouvel État, du fait de l'indépendance du Koweït, n'avait pratiquement pas d'accès à la mer. Il n'est guère besoin d'évoquer les tractations des Britanniques (avec la connivence des Français et des Russes) pour la répartition de ces espaces naguère administrés par les Ottomans pour expliquer le chaos qui s'ensuivit. Et en particulier les promesses de Londres, en 1915 et 1916, aux Arabes de Hussein ben Ali, shérif de La Mecque : si ceux-ci se soulevaient contre les Turcs, ils pourraient prendre possession de vastes territoires (mal définis) dans l'espace actuellement occupé par l'Arabie Saoudite et une partie du Levant. Ou la promesse faite à Lord Rothschild le 2 novembre 1917, selon laquelle, contre soutien des sionistes à l'effort de guerre britannique, Londres, selon l'expression tant débattue, « envisage(eait) favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer¹ national pour le peuple juif ». En parallèle, on rappellera l'accord entre Sir Mark Sykes et François Georges-Picot par lequel le Royaume-Uni et la France prenaient en réalité le contrôle de ces mêmes territoires². Le contrôle britannique *de facto* de ce qui est devenu l'Irak fut entériné par la conférence de Versailles sous la forme d'un « mandat ».

Les défis de la mise en marche de ce pays expérimental furent redoutables. Le modèle indien de gouvernance impériale directe n'était plus concevable à l'époque de l'autodétermination de Woodrow Wilson. Les Britanniques durent donc dénicher pour chef d'État un dirigeant local assez crédible pour rallier le « peuple irakien » nouvellement inventé, mais assez malléable pour suivre les instructions de Londres. Et de préférence un roi, l'identité nationale ne pouvant pour un Britannique se passer d'un monarque... Le choix de Fayçal ben Hussein Al-Hachimi, dirigeant avec Thomas Edward Lawrence de la « révolte des Arabes », semblait tout

1. En anglais, « homeland » est un concept absent du droit international.

2. Un accord cynique, mais on ne peut attribuer à Sykes-Picot la responsabilité de la suite. S. A. Cook et A. T. Leheta, « Don't Blame Sykes-Picot for the Middle East's Mess », *Foreign Policy*, 13 mai 2016, disponible sur : <<http://foreignpolicy.com>>.

indiqué. Mais Fayçal, originaire de La Mecque, n'avait aucune connaissance des territoires qu'il était supposé gouverner, plusieurs dirigeants tribaux des provinces de Bagdad (Talib Al-Naqib) ou de Basra (Sayyid Talib) disposant, eux, de cet atout³. De plus, Fayçal, sunnite, était maître d'un pays à majorité chiite. L'opinion britannique voulait se dessaisir de ce fardeau néocolonial⁴, que Churchill entendait gérer à moindres frais⁵. Pour compliquer l'affaire, contrairement aux Ottomans qui tentaient de réduire la puissance des tribus, les Britanniques en jouaient, notamment en s'appuyant sur les cheiks les plus influents pour maintenir l'ordre (le modèle indien s'imposait...). Fayçal, les mains liées, disposait de moins de dix ans avant que l'Irak ne devienne souverain et soit reconnu, en 1932, comme premier membre ex-colonial de la Société des Nations.

Les frontières de l'Irak dressées à la conférence présidée par Churchill, alors ministre des Colonies, au Caire en mars 1921, n'incluaient pas le Kurdistan. Les Britanniques avaient, dès 1918, occupé militairement la totalité de la région kurde au sud de la frontière (disputée) avec la Turquie, et semblaient initialement favorables à la création d'un État kurde autonome – solution prévue par le traité de Sèvres de 1920. Au fil des ans, trois facteurs devaient amener à l'incorporation de la province de Mossoul dans le nouvel Irak. D'abord, l'incapacité des tribus kurdes elles-mêmes à s'accorder sur un dirigeant acceptable par tous, et sur un programme d'autodétermination viable. Ensuite, la pression de Fayçal, qui souhaitait que le Kurdistan vienne renforcer le poids des sunnites dans le nouvel État. Enfin, l'occupation militaire britannique qui excluait *de facto* tout retour des régions kurdes à la Turquie. Le *vilayet* (subdivision administrative) de Mossoul fut finalement incorporé à l'Irak en 1926, suite à l'arbitrage de la Société des Nations, rompant brutalement ainsi avec les promesses du traité de Sèvres⁶. Les Kurdes ont, depuis, constamment cherché à remettre en cause leur appartenance à l'Irak, jusqu'au référendum sur l'indépendance « réussi » du 25 septembre 2017.

Le roi Fayçal a fait de son mieux. Pour montrer son autonomie par rapport à Londres, il lançait une campagne de désobéissance assez soutenue contre l'administrateur colonial à Bagdad, Sir Percy Cox. Malheureusement pour

3. P. Sluglett, *Britain in Iraq: Contriving King and Country*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 36.

4. Le mouvement « Quit Mesopotamia » sera répété en 2004 par le « Troops Out » américain. J. Rayburn, « The Last Exit from Iraq », *Foreign Affairs*, vol. 2, n° 85, mars-avril 2006, disponible sur : <www.foreignaffairs.com>.

5. C. Catherwood, *Churchill's Folly: How Winston Churchill Created Modern Iraq*, New York, Carroll & Graf, 2004.

6. S. Shields, « Mosul Questions: Economy, Identity and Annexation », in R. Simon et E. Tejirian (dir.), *The Creation of Iraq 1914-1921*, New York, Columbia University Press, 2004.

La modernisation impulsée par Fayçal

sa crédibilité, il devait perdre autant de confrontations qu'il n'en gagnait. Il tendait la main aux dirigeants chiites, pour tenter de transcender les clivages ethno-confessionnels qui risquaient d'étouffer le pays. Il insistait pour qu'il y ait autant d'officiers chiites que sunnites dans l'armée nationale. Conscient que le lent essor d'une identité nationale passerait obligatoirement par l'école, il encourageait l'éducation, obligeait les universités à accepter les diplômes scolaires des élèves issus des *madrassas* chiites. Il faisait tout pour moderniser l'économie⁷. En dépit de tous ces efforts, Fayçal se trouva fatalement compromis aux yeux des Irakiens, impuissant à échapper à sa réputation de créature des Britanniques. Fayçal a fait plus que tout autre dirigeant irakien pour promouvoir l'égalité entre sunnites et chiites, pour subordonner les tendances ethno-confessionnelles à une identité irakienne embryonnaire. Mais la « solution » monarchique était mal partie.

La mort de Fayçal en 1933, à l'âge de 48 ans⁸, coupait court à ces initiatives. Son fils, Ghazi ben Fayçal, les enterra rapidement. Jeune, inexpérimenté, plus passionné de filles et de voitures de sport que des affaires de l'État, sympathisant des nazis et farouchement antibritannique, Ghazi devait encourager le premier coup d'État du monde arabe, le général Bakr Sidqi Al-Askari se saisissant du pouvoir en 1936, inaugurant ainsi une véritable épidémie putschiste en Irak, avec pas moins de huit coups d'État entre 1936 et 1968. Ghazi, qui préconisait (déjà) l'annexion du Koweït, est lui-même mort en 1939 à l'âge de 26 ans, dans un accident de voiture. La rumeur ambiante y a vu la main de Nouri Al-Saïd, compagnon et ancien ministre de Fayçal, dont la carrière turbulente fut vouée au service du Royaume-Uni. Quant au successeur de Ghazi, son fils Fayçal II, né en 1935, n'est devenu roi qu'à sa majorité en 1953. Entre-temps, son oncle Abdelilah a exercé la régence dans un tourbillon politique de moins en moins contrôlable. L'Irak peinait encore à s'affirmer.

Sous le règne de Ghazi, on a assisté à la montée en puissance du corps des officiers sunnites qui marquera d'un sceau continu le rôle structural de l'armée dans la vie politique du pays⁹. Entre 1936 et 1941, les gouvernements se succèdent d'officiers en officiers. Le point central du débat politique était l'attitude à adopter vis-à-vis du Royaume-Uni dans son bras de fer avec l'Allemagne. La Seconde Guerre mondiale posait un défi redoutable : aux termes du traité anglo-irakien de 1926, Bagdad devait, en cas de guerre,

7. A. Allawi, *Faisal I of Iraq*, New Haven, Yale University Press, 2014.

8. Les rumeurs d'un empoisonnement n'ont jamais été totalement démenties.

9. M. Tarbush, *The Role of the Military in Politics: A Case Study of Iraq to 1941*, Londres, Routledge, 1982.

soutenir le Royaume-Uni. Or la ferveur antibritannique croissante de la quasi-totalité de la classe politique rendait l'option impossible¹⁰, réduisant à deux la gamme de possibilités : neutralité ou pro-nazisme. En 1941, un putsch monté par le nationaliste Rashid Ali al-Gaylani fut suivi brièvement par la mise en place d'un gouvernement pro-nazi¹¹. L'arrivée à Bagdad, le 1^{er} juin 1941, de troupes britanniques envoyées d'Inde, ouvrait une deuxième période de gouvernance britannique, qui devait durer jusqu'en 1958. Le Premier ministre quasi-permanent Nouri Al-Saïd, fort lié au régent puis au jeune roi Fayçal II, cherchait à renforcer les liens entre Londres et Bagdad, d'abord en négociant un nouveau traité en 1948 accordant davantage de droits – surtout militaires – aux Britanniques ; ensuite en signant le pacte de Bagdad (1954-1955) liant l'Irak aux alliés « occidentaux » – Royaume-Uni, Iran, Pakistan et Turquie – sous la houlette discrète de Washington¹² ; enfin, saluant l'intervention en Égypte du Royaume-Uni, de la France et d'Israël en 1956. Toutes ces démarches provoquèrent la colère débridée de la rue, farouchement anglophobe, protestations qu'Al-Saïd reprima d'une main de fer.

Les années 1950 ont donc vu la naissance de nombre de forces d'opposition – communisme, baasisme, républicanisme –, et surtout du corps des militaires sunnites regroupés en Comité suprême des Officiers libres. C'est au sein de ce dernier que fut organisé le coup d'État du 14 juillet 1958, qui entraîna l'exécution du roi, des principaux membres de la famille royale, le meurtre (et la mutilation) d'Al-Saïd, et la déclaration de la République. La masse des Irakiens applaudit. La monarchie avait vécu. L'Irak, pourrait-il, enfin, commencer à exister ?

Le progrès et la chute

La réponse s'avérerait ambiguë. Entre 1958 et 1979, l'Irak fut constamment secoué sur le plan intérieur par une guérilla larvée entre forces politiques, groupes ethno-confessionnels, sociaux et économiques, et happé à l'extérieur par un alignement progressif sur l'Union soviétique. Le coup d'État de juillet 1968 consacrant le pouvoir baasiste sous la direction du général Ahmed Hassan Al-Bakr, exacerba ces tendances. Force est de constater que ces années, loin de consolider une unité nationale, ont creusé de profondes fissures entre villes et campagnes, laïques et religieux, sunnites et chiites, baasistes et communistes, « Irakiens » et Kurdes, nationalistes

10. Tout comme, en 2010, la volonté générale des Irakiens d'en finir avec les Américains rendait impensable toute négociation sur le maintien de troupes américaines après l'expiration du mandat des Nations unies fin décembre.

11. Le coup comportait une tentative d'assassiner le régent (pro-britannique) Abdelillah, mais celui-ci a réussi à fuir.

12. Les États-Unis n'en furent pas initialement membres, en grande part à cause du lobby israélien. Washington a néanmoins rejoint le comité militaire du Pacte en 1958.

et pan-arabistes¹³... Et pourtant, en dépit d'une ébullition politique ininterrompue qui ne concernait que quelques dizaines de milliers d'engagés, grâce à l'industrialisation et aux revenus pétroliers abondants, le pays dans son ensemble quittait la pauvreté pour se hisser, sur les plans du logement et de l'éducation, de la santé, de la science ou de la technologie, au niveau d'un pays européen comme le Portugal¹⁴. Une classe moyenne commençait à se développer. Les racines d'une cohésion nationale semblaient pousser. Mais un nationalisme irakien, voire un sens de l'État-nation irakien supposaient l'acceptation du fait que l'Irak embrassait des groupes ethniques et religieux divers. Comme le notait l'ambassadeur britannique Sir Henry Mack, la lutte entre les différentes sectes « reste partiellement cachée, [rivalité] dont les deux côtés ont vaguement honte, et qu'ils souhaiteraient voir se résoudre sans conflit politique ouvert¹⁵ ». L'Irak avait besoin d'un dirigeant éclairé pour asseoir la stabilisation et distribuer plus équitablement les fruits de la croissance. En juillet 1979, un homme se hissa au pouvoir, en écartant le président Al-Bakr, malade. Il avait pour nom Saddam Hussein : depuis 1968 vice-président d'Irak, mais depuis au moins cinq ans homme fort du régime. Durant un quart de siècle, il allait mener son pays à la catastrophe.

Comment comprendre la succession de mauvais calculs de Saddam Hussein, qui ont constitué autant de coups de massue pour le développement de l'Irak ? Comment expliquer le rôle des États-Unis (et, dans une moindre mesure, de la France et du Royaume-Uni) dans cette course à l'abîme ? Et doit-on en conclure que l'expérimentation ouverte avec la construction d'un État en 1920, doit dès aujourd'hui être vue comme un échec définitif ?

Le leitmotiv de la peur de l'étranger n'a pas été absent de l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein. Depuis plusieurs années, les hautes instances du parti Baas, qui avait progressivement monopolisé la quasi-totalité des pouvoirs – y compris et surtout militaires et sécuritaires – se souciaient des rapports troubles et contradictoires entre l'opposition politique chiite (surtout le parti Dawa) et le parti baasiste syrien, au pouvoir depuis 1963. Le projet phare des baasistes a été dès l'origine la création d'un seul État-nation arabe. Les luttes fratricides et les scissions au sein du parti – tant dans la branche syrienne que dans la branche irakienne – tournaient

13. M. Farouk-Sluglett et P. Sluglett, *Iraq since 1958: From Revolution to Dictatorship*, Londres, Tauris, 2003 ; P. Marr et I. Al-Marashi, *The Modern History of Iraq*, Boulder, Westview, 2017, p. 130-131 et A. Dawisha, *Iraq: A Political History from Independence to Occupation*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

14. P. Marr et I. Al-Marashi, *The Modern History of Iraq*, op. cit.

15. F. Haddad, *Sectarianism in Iraq: Antagonistic Visions of Unity*, New York, Columbia University Press, 2011, p. 53.

souvent autour de cette ambition, les membres du parti se divisant, dans les deux pays, entre « nationalistes » et « régionalistes », ces derniers prônant l'union entre la Syrie et l'Irak. Saddam Hussein fut, au début de sa carrière, du côté de ceux-ci. Mais plus il concentra les pouvoirs autour de sa personne, et plus il bascula vers le camp nationaliste. Une dizaine de jours après l'élimination d'Al-Bakr, Saddam annonça la découverte d'un « complot syrien » visant à annexer l'Irak dans une Syrie élargie. Une vingtaine de « comploteurs », tous membres de l'instance dirigeante du parti baasiste, le Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), furent fusillés, le peloton d'exécution étant formé des autres membres du CCR, Saddam en tête. L'on n'a jamais su si le « complot syrien » avait revêtu la moindre réalité. Mais Saddam s'en était servi pour lancer un avertissement sans ambiguïté : il n'y avait plus en Irak qu'un seul maître. Après la monarchie, la république avait, elle aussi, vécu.

La guerre Iran/Irak

Mais ce maître absolu se sentait immédiatement menacé par un autre voisin, potentiellement beaucoup plus dangereux que la Syrie. Les convulsions qui secouaient l'Iran depuis 1977 aboutissaient en novembre 1979 à la prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeini, dirigeant spirituel du monde chiite, que Saddam avait personnellement expulsé d'Irak en 1978. Moins d'un an plus tard, en septembre 1980, Saddam lançait son invasion militaire de l'Iran, déclenchant une guerre qui durera huit ans et entraînera la mort d'environ 500 000 Irakiens. Quels furent ses objectifs et ses motivations ? La théorie du « réalisme offensif » avancée par John Mearsheimer de l'université de Chicago laisserait supposer que Saddam fut motivé par trois éléments : sa prédilection pour la violence, la vulnérabilité de l'Iran au plus fort des convulsions révolutionnaires qui avaient entraîné l'exécution de dizaines d'officiers généraux du shah, et l'occasion offerte à Saddam de devenir la personnalité dominante du Golfe¹⁶. Mais cette approche, très théorique, n'explique pas le choix du moment. L'Iran était en ébullition – donc vulnérable – depuis 1977, et Saddam, en expulsant Khomeini et en organisant, avec le shah et le roi saoudien en 1978, des pourparlers sur la sécurité régionale, semblait chercher à stabiliser plutôt qu'à renverser son voisin. Il devait donc y avoir une autre motivation : la crainte que l'effet Khomeini ne fasse tache d'huile, et ne provoque une déstabilisation fondamentale du régime baasiste en Irak même. L'ayatollah Khomeini n'avait de cesse, depuis sa prise du pouvoir, d'inciter la population chiite irakienne à se soulever pour renverser Saddam. En 1979, l'ayatollah chiite irakien Mohammed Bakr

16. J. Mearsheimer et S. Walt, « An Unnecessary War? », *Foreign Policy*, n° 134, janvier/février 2003, p. 50-59.

Al-Sadr lançait un appel en faveur de l'opposition violente au régime baasiste : Saddam l'exécutera en avril 1980. En 1979, les divers groupements politiques chiites annoncèrent la création d'un Mouvement islamiste de libération, prêt à utiliser « tous les moyens » pour renverser le régime ; et le principal parti chiite, Dawa, se constitua en même temps une aile militaire. En dépit du fait que Dawa ne comprît que 1 000 membres, à l'été 1980 Saddam n'était pas certain que son pays puisse éviter un soulèvement pro-iranien, ou même une guerre civile¹⁷. Cette explication « défensive » n'est pas incompatible avec l'explication « offensive », mais elle laisse clairement supposer que l'Irak, vers la fin des années 1970, n'était pas encore un État-nation sûr de la loyauté de ses citoyens.

Iran/Irak : quels buts de guerre ?

Sur les buts de guerre de Saddam Hussein, les analystes s'accordent sur ce que, outre l'ambition mineure d'occuper une petite parcelle du territoire iranien – le Khouzesan, peuplé de tribus arabes minoritaires –, Saddam n'avait aucun objectif stratégique clair. Il semble, étrangement, avoir misé sur un soulèvement iranien contre le régime, et ne pensait pas un instant que Téhéran puisse monter une contre-offensive, encore moins déloger d'Iran les troupes irakiennes, et même menacer Bassora¹⁸. Saddam s'est avéré être un chef militaire totalement incompetent, malgré la propagande grotesque qui le décrivait en génie stratégique, renouvelant les exploits des armées arabes qui, en 638, avaient battu les forces perses à Qadisiyya¹⁹.

Ce grand incompetent bénéficiait pourtant du soutien de toutes les grandes puissances. Durant la guerre Iran-Irak, États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Union soviétique, et la totalité des pays arabes, ont accordé un soutien important – tant financier que militaire – à l'Irak de Saddam Hussein²⁰, ceci en dépit du fait qu'il était l'agresseur, et de son utilisation, non seulement contre les troupes iraniennes mais aussi contre sa propre population kurde, de l'arme chimique²¹. Plutôt un diable connu que l'enfer du fondamentalisme islamiste ! Et pourtant, malgré cet appui international, sur le champ de bataille, ce fut l'impasse. Téhéran fut

17. F. Gregory Gause III, « Iraq's Decisions to Go to War, 1980 and 1990 », *Middle East Journal*, vol. 56, n° 1, hiver 2002, p. 47-70.

18. R. King, *The Iran-Iraq War: The Political Implications*, Londres, IISS, 1987 ; S. Chubin et C. Tripp, *Iran and Iraq at War*, Londres, Tauris, 1988 et A. H. Cordesman, *The Iran-Iraq War and Western Security 1984-1987*, Londres, Jane's, 1987.

19. D. Hiro, *The Longest War. The Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge, 1991 ; R. Johnson, *The Iran-Iraq War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010 ; C. Joyner (dir.), *The Persian Gulf War: Lessons for Strategy, Law and Diplomacy*, New York, Greenwood, 1990 et E. Karsh (dir.), *The Iran-Iraq War: Impact and Implications*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1990.

20. K. R. Timmerman, *The Death Lobby: How the West Armed Iraq*, Boston, Houghton Mifflin, 1991.

21. J. R. Hiltermann, *A Poisonous Affair: America, Iraq and the Gassing of Halabja*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

finalement convaincu de jeter l'éponge avec le tir abattant en plein vol au-dessus du Golfe un Airbus A-300 d'Iran Air, avec 290 civils à bord. Ce tir, du 3 juillet 1988, venait du croiseur américain *USS Vincennes*, qui patrouillait dans le Golfe pour protéger la navigation pétrolière. Loin de s'excuser, encore moins d'offrir à Téhéran ses condoléances, l'administration Reagan attribuait la responsabilité de la tragédie à l'Iran. Et le *New York Times* de sermonner : « En bloquant les tentatives de l'Iran d'intimider les alliés de l'Irak dans le Golfe, les États-Unis ont joué un rôle critique en mettant fin à la guerre²². » L'Irak était devenu l'allié privilégié des États-Unis...

Pour les Irakiens, la guerre produisit traumatisme, deuil, pénurie et disette. Mais l'épreuve de la guerre n'avait ni exacerbé les tensions inter-ethniques ni attisé les rivalités politiques de l'avant-guerre, plutôt calmées pendant le conflit. Les chiïtes irakiens se sont battus avec conviction aux côtés de leurs concitoyens sunnites contre les chiïtes iraniens. Sans forger un nationalisme tangible, la guerre avait quand même démontré que l'État irakien, et même la nation irakienne, devenaient virtuels. Mais cette nation en puissance était toujours dirigée par un homme qui n'en avait cure. Pour Saddam Hussein, la guerre le confirme dans sa conviction d'être leader du monde arabe, homme indispensable du Moyen-Orient, avec, derrière lui, les grandes puissances du monde. Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, qu'il se crût tout permis. Dans l'immédiat, il s'agissait de redresser les finances d'un État qui, de créateur à hauteur de 56 milliards de dollars en 1980, avait accumulé des pertes de 208 milliards de dollars en 1988²³. Saddam demandait à ses voisins sunnites, surtout au Koweït et à l'Arabie Saoudite, rien moins que la résiliation de ses dettes. De plus, il accusait les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) d'aggraver les finances irakiennes en excédant leurs quotas d'exploitation pétrolière, réduisant d'autant le prix du baril et donc les revenus pétroliers irakiens. Saddam le paranoïaque se souciait également de la menace virtuelle que constituait contre son régime sa propre armée d'un million de soldats affamés et sans solde – et qu'il n'osait pas démobiliser²⁴.

Vers la déstructuration ?

Le seul recours était donc la fuite en avant et l'annexion pure et simple du Koweït. Saddam massait ses divisions sur la frontière. Avant de

22. A. J. Bacevich, *America's War for the Greater Middle East*, New York, Random House, 2016, p. 106-107.

23. A. Baram, « Calculation and Miscalculation in Baghdad », in A. Danchev et D. Keohane (dir.), *International Perspectives on the Gulf Conflict, 1990-1991*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1994.

24. L. Freedman et E. Karsh, *The Gulf Conflict 1990-1991*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

passer à l'acte, il convoquait l'ambassadeur américain à Bagdad April Glaspie, grande spécialiste du monde arabe. L'administration de George H. W. Bush essayait de garder de bonnes relations avec leur nouvel « allié », estimant qu'il pourrait encore servir leurs intérêts dans la région. Washington multipliait signaux de soutien et messages de compréhension de la situation difficile où se trouvait Saddam. Lors de son entretien, alors que Saddam se plaignait de l'attitude hargneuse et peu reconnaissante du Koweït, l'ambassadeur américain l'assurait des bonnes intentions des États-Unis : « Mon pays n'a pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, tel votre différend de frontière avec le Koweït²⁵. » Pour Saddam, c'était le feu vert escompté. La suite ne s'est pas fait attendre. Les pays occidentaux devront un jour reconnaître leur rôle dans la création du monstre, armé jusqu'aux dents, qu'est devenu Saddam Hussein.

La guerre du Golfe fut intense, rapide, dévastatrice²⁶. Les bombardements de la coalition américaine ont détruit 80 % des infrastructures du pays – y compris les principales installations pétrolières et les stations d'épuration de l'eau. Du coup, l'Irak a fait un bond en arrière de plusieurs décennies. Les forces de Saddam Hussein ont été expulsées du Koweït en quelques jours. L'administration de George H. W. Bush décidait pourtant de ne pas poursuivre l'offensive jusqu'à Bagdad afin d'en déloger le dictateur *manu militari*, mais en appelait au peuple irakien pour se soulever et prendre en mains son destin²⁷. Cette décision eut deux conséquences majeures. D'abord, le problème géostratégique régional posé par le maintien au pouvoir de Saddam était intact – et le resterait encore 12 ans. Se sentant cependant plus que jamais menacé par son peuple, dont deux éléments (les chiïtes et les Kurdes) suivaient les encouragements à l'insurrection de Bush, Saddam lançait une offensive militaire dans le Sud chiïte, massacrant autour de 300 000 civils, avant de se retourner contre les Kurdes, provoquant la fuite de 400 000 personnes. Les divisions ethno-confessionnelles d'Irak s'en trouvèrent profondément exacerbées²⁸. L'opération Provide Comfort, montée par une coalition américano-franco-britannique et sanctionnée par la Résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU en avril 1991, fournissait certes une aide vitale au peuple kurde, mais ce

25. M. Colomès, « April Glaspie, détonateur de la guerre du Golfe », *Le Monde*, 22 avril 1995.

26. L. Freedman et E. Karsh, *The Gulf Conflict 1990-1991*, op. cit.

27. Ironiquement, Bush a expliqué sa décision en disant qu'une occupation américaine de l'Irak ne provoquerait que des catastrophes supplémentaires. G. H. W. Bush et B. Scowcroft, *A World Transformed*, New York, Knopf, 1998, p. 48.

28. O. Bengio, « Iraq's Shi'a and Kurdish Communities: from Resentment to Revolt », in A. Baram et B. Rubin (dir.), *Iraq's Road to War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1993, p. 51-66.

faisant créait un « cordon sanitaire » autour du Kurdistan irakien qui, sur le long terme, ne pouvait qu'accroître sa détermination à se séparer de l'entité politique à laquelle il avait été obligé de se soumettre en 1926. Sous l'occupation américaine d'après 2003, la Constitution de 2005, en accordant au Kurdistan un statut d'autonomie réelle par rapport à Bagdad, n'a fait qu'aggraver sensiblement cette tendance. Au moment où ces lignes sont écrites, quelques semaines après le référendum sur l'indépendance du Kurdistan, le gouvernement de Bagdad a lancé encore une opération militaire contre les Kurdes pour reprendre la ville contestée de Kirkouk²⁹.

Dans les années 1990, le peuple irakien a dû subir les effets encore plus dévastateurs des sanctions économiques imposées par l'ONU par le biais de la Résolution 687 (3 avril 1991). Ces sanctions furent « les plus cruelles de l'histoire de la gouvernance internationale³⁰ ». Elles interdisaient 90 % des importations et 97 % des exportations (essentiellement de pétrole) irakiennes. En 1989, le revenu moyen des Irakiens était de 3 510 dollars ; en 1996, de 450 dollars. Le produit national brut (PNB) du pays en 1989 était de 66,2 milliards de dollars ; en 1996 de 10,8 milliards de dollars. Le prix des denrées alimentaires fut multiplié par 4 000. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Irak, qui dans les années 1970 avait le système de santé le plus avancé du monde arabe, faisait un bond en arrière de 50 ans. Le taux d'alphabétisation tombait de 80 % à 58 %. L'ONU attribuait la mort de 1,6 million d'Irakiens aux effets directs et indirects des sanctions – y compris la mort de 500 000 enfants³¹. Comment, dans ces conditions, la « construction » d'une identité nationale, d'un État-nation aurait-elle été concevable ?

Les effets dévastateurs des sanctions des années 1990

Les rêves insensés des néoconservateurs américains, mûris de longue date, visaient la démocratisation du Moyen-Orient, à commencer par l'Irak (« la route de Jérusalem passe par Bagdad³² »). S'agissant des perspectives de consolidation, tant retardée, de cet « Irak souverain,

29. « Irak : le dernier secteur aux mains des peshmergas repris dans la province de Kirkouk », *Le Monde*, 20 octobre 2017, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

30. J. Gordon, *Invisible War: The United States and the Iraq Sanctions*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

31. A. Arnove (dir.), *Iraq Under Siege: the Deadly Impact of Sanctions and War*, Cambridge, South End Press, 2002.

32. J. Mann, *The Rise of the Vulcans. The History of Bush's War Cabinet*, New York, Viking, 2004 ; M. Gurtov, *Superpower on Crusade. The Bush Doctrine in US Foreign Policy*, Boulder, Lynne Rienner, 2006 et I. Daalder et J. Lindsay, *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press, 2003.

autonome et démocratique » visé par Churchill en 1920 et dont reparlera Barack Obama en 2012, retenons les points suivants. Le renversement « démocratique » du pouvoir en faveur des chiïtes (largement majoritaires) et au détriment des sunnites ne pouvait que plonger le pays dans une lutte politico-interconfessionnelle, devenue en 2004-2006 une véritable guerre civile, avec son train familial de massacres et de nettoyages ethniques. Lors des premières élections démocratiques du pays (2005), les électeurs ont voté massivement selon les clivages ethno-confessionnels. Entre 2005 et 2008, la fracturation du pays a constamment été à l'ordre du jour – « partition » du pays en trois mini-États, solution préconisée par le sénateur Joe Biden et l'ambassadeur Peter Galbraith, ou création d'un « Shi'astan » regroupant les neuf provinces chiïtes du sud du pays pour faire face au Kurdistan dans le Nord³³. De nouvelles élections ont consacré en 2010 le monopole du pouvoir de Nouri Al-Maliki, Premier ministre chiïte, qui s'est immédiatement engagé dans une purge des principaux sunnites de l'État³⁴. Dans ce contexte, et dans celui – plus global – des agissements d'Al-Qaïda, cette dynamique a abouti, dans la province sunnite d'Anbar, à l'émergence d'une mouvance extrémiste, dirigée d'abord par Abou Moussab Al-Zarqaoui puis par Abou Bakr al-Baghdadi, plus tard devenue l'État islamique³⁵. En 2014, Daech a effacé la frontière entre Irak et Syrie qui était au cœur de l'accord Sykes-Picot de 1916.

À la mi-octobre 2017, l'État islamique est pratiquement éliminé physiquement comme « califat », et son assise territoriale est en ruines. Les batailles de Mossoul et de Raqqa se sont soldées par des victoires menées pour l'essentiel par les forces kurdes, par l'armée nationale irakienne (aujourd'hui à dominante chiïte), par les milices chiïtes, et par les forces spéciales iraniennes, le tout guidé, conseillé et appuyé par les Américains et certains pays européens. La guerre civile en Syrie semble en passe de basculer de nouveau, grâce aux soutiens russe et iranien en faveur du régime de Bachar Al-Assad. Le bénéficiaire le plus net de l'intervention américaine de 2003 est l'Iran, pays avec lequel, pourtant, l'administration Trump semble vouloir entrer en conflit ouvert. Les principales régions sunnites du Moyen-Orient, en Arabie Saoudite, dans les États du Golfe, en Irak et en Syrie, soit se tiennent coites,

33. P. W. Galbraith, *The End of Iraq*, New York, Simon and Schuster, 2007.

34. T. Dodge, « The Resistible Rise of Nuri al-Maliki », *Open Democracy*, 20 mars 2012, disponible sur : <www.opendemocracy.net> et K. Pollack, « The Maliki Dilemma », *The National Interest*, 1^{er} février 2012.

35. M. A. Weaver, « The Short, Violent Life of Abu Musab Al-Zarqawi », *The Atlantic*, juillet-août 2006, disponible sur : <www.theatlantic.com>.

soit s'opposent autour de l'avenir du fondamentalisme et du salafisme (Arabie Saoudite/Qatar). Au milieu : l'Irak, dépecé, fracturé, déchiré sur les plans ethno-confessionnel et socio-économique, avec un système politique chaotique et des dirigeants de plus en plus sous l'influence de Téhéran, et qui maintient la fiction de son existence comme entité étatique « unie, souveraine et démocratique³⁶ ».

Au vu de son histoire, l'Irak a-t-il jamais existé ? Existera-t-il jamais ?



Mots clés

Irak
Iran
États-Unis
Kurdistan

36. E. Sky, *The Unraveling. High Hopes and Missed Opportunities in Iraq*, New York, Public Affairs, 2016.